

« Lettres de Bordeaux » : l'Histoire au jour le jour

par **Corinne SAMINADAYAR-PERRIN**
(Université Montpellier 3 / RIRRA 21)

En septembre 1870, quelques jours après la chute de l'Empire et la proclamation de la République, Zola quitte Paris avec sa femme et sa mère. Alors que la débâcle et l'invasion prussienne resserrent un étau inexorable autour de la capitale bientôt assiégée, l'écrivain, réfugié dans le Midi de sa jeunesse, fonde à Marseille un quotidien de grande diffusion, résolument orienté à gauche : *La Marseillaise*. Il réinvestit dans cette entreprise journalistique sa solide expérience d'homme de presse et de polémiste républicain : depuis 1868, en même temps qu'il initiait le grand projet des *Rougon-Macquart*, Zola s'est imposé par le style mordant de ses chroniques et causeries satiriques, publiées notamment dans *L'Événement illustré* et *La Tribune*. Le lancement de *La Marseillaise* bénéficie de la situation politique et sociale troublée de cet automne 1870 ; reste que, après l'expérience avortée d'une Commune révolutionnaire à Marseille et le retour de l'ordre avec la victoire des modérés aux élections municipales, le nouveau journal, dès le mois de novembre, s'essouffle et voit sa clientèle revenir aux quotidiens de fondation plus ancienne. Zola réoriente sans tarder sa stratégie professionnelle : il brigue désormais la sous-préfecture d'Aix, et, afin de l'obtenir, se rend à Bordeaux, où se réunissent alors le gouvernement provisoire et les grandes administrations.

Ce nouveau projet se solde par un échec : Zola ne sera pas sous-préfet. Échec relatif d'ailleurs, puisque l'écrivain se voit finalement proposer le poste de secrétaire particulier de Glais-Bizoin, l'un des fondateurs de *La Tribune* en 1868, alors membre de la délégation de la Défense nationale. Cette intronisation dans les milieux gouvernementaux familiarise rapidement le journaliste avec la vie politique mouvementée de la République naissante : lorsque la nouvelle Assemblée nationale, élue le 8 février, se réunit à Bordeaux, Zola propose au journal *La Cloche* d'assurer une correspondance parlementaire quasi-quotidienne. Le directeur de *La Cloche*, Louis Ulbach, accepte aussitôt : Zola reprend son ancien métier de chroniqueur, mais dans des circonstances très particulières qui l'amènent à redéfinir ses objectifs et ses pratiques d'écriture.

Le type de correspondance dont il est chargé pourrait, non sans anachronisme, être qualifié de reportage parlementaire ; il ne s'agit pas à proprement parler d'un compte rendu (assuré par des journalistes spécialisés dans d'autres rubriques), mais d'une saisie sur le vif de la vie quotidienne de l'Assemblée. Zola suit les débats depuis la tribune des journalistes, mais se tient aussi à l'affût des bruits de couloir, des rumeurs qui courent la ville, des réactions de l'opinion aux événements qui scandent cette période traumatisante : le siège de Paris, le traité de paix, les premiers mouvements insurrectionnels dans la capitale. Les « Lettres de Bordeaux » doivent tenir les lecteurs parisiens informés de l'actualité parlementaire indûment décentralisée, mais aussi, plus largement, faire de ce décentrement un instrument de lecture de l'actualité : alors que se dessine le clivage Paris/province qui deviendra manifeste au moment de la Commune, le chroniqueur parisien devenu bordelais est dans une position privilégiée pour comprendre l'évolution rapide et chaotique de l'opinion publique française, et, au-delà, esquisser les grandes lignes d'un devenir au demeurant fort problématique.

Cette tâche et ces responsabilités exigent l'invention d'une écriture journalistique spécifique. Zola peut certes s'appuyer sur des modèles éprouvés, qu'il a parfois pratiqués : la chronique et la causerie, qui saisissent les mouvements fugaces de l'actualité politique dans le poudrolement des micro-événements quotidiens ; le compte rendu parlementaire, lequel bénéficie d'une tradition longue et s'est trouvé ressuscité dans les dernières années de l'Empire ; enfin, l'éditorial politique appelé alors premier-Paris, violemment polémique dans les journaux d'opposition – mais Zola n'en fut jamais chargé à *La Tribune*. En mobilisant de manière originale ces modes d'écriture, pour en reconfigurer les objets et la portée, l'écrivain journaliste relève un difficile défi : faire de l'actualité non seulement un drame palpitant (à cet égard, les lecteurs de *La Cloche* risquent de s'émouvoir davantage des événements parisiens que des disputes parlementaires !), mais aussi de l'histoire au sens plein du terme – l'immédiateté donnant aussi à lire, quoique confusément, la trajectoire du devenir.

La scénographie du témoignage.

En intitulant « Lettres de Bordeaux » la correspondance assurée par Zola, la rédaction de *La Cloche* ne fait pas preuve d'originalité – au même moment, Jules Claretie écrit également des « Lettres de Bordeaux » pour le quotidien *Le Siècle*. Ce dispositif épistolaire, souligné par la formule « Mon cher directeur » en tête de chaque article, est traditionnel lorsqu'un journal publie la contribution d'un

envoyé spécial à l'étranger ou en province (l'éditorial politique, lui, porte souvent la mention « Paris, le... », d'où son nom de premier-Paris). Nombre d'indices confortent la mise en scène épistolaire, en insistant sur le décalage temporel entre l'envoi des textes et leur publication ; non seulement le lecteur peut le calculer par lui-même puisque chaque lettre est datée, mais le délai est parfois explicitement mentionné : en tête du troisième article, publié le 20 février, la rédaction précise « 15 février (arrivée le 18 au soir) »¹. Ce décalage temporel, très inhabituel en matière de chronique parlementaire (normalement, *Le Moniteur* et les grands quotidiens politiques publient leur compte rendu le lendemain même de la séance), matérialise la relégation de l'Assemblée dans une province d'autant plus lointaine que la guerre et l'occupation désorganisent les services postaux : « Bordeaux est à cent cinquante lieues [...] six cents kilomètres » (p. 417), rappelle le journaliste le 9 mars, pour déplorer que la droite terrorisée par la capitale se réjouisse de cet éloignement providentiel ! Car le rappel incessant de l'exil bordelais a aussi pour fonction de mettre en évidence l'incongruité (voire le scandale) de la situation : « [L'Assemblée doit] quitter la province au plus vite pour sentir, au milieu de Paris, la grandeur de sa tâche. Là seulement, au cœur de la France [...], elle deviendra la grande assemblée française qui réorganisera le pays et le replacera à son rang parmi les nations » (5 mars, p. 407).

Outre cette valeur de protestation républicaine, l'accent mis sur l'éloignement provincial permet de définir clairement les devoirs et les fonctions du correspondant. L'envoyé spécial de *La Cloche* n'a pas la primeur des nouvelles, et ne peut offrir de *scoops* renversants à des lecteurs parisiens souvent informés avant lui : « Vous le connaissez, ce traité... » (p. 389, 28 février). En revanche, sa position de témoin lui permet de dévoiler l'envers de l'histoire contemporaine ; même si les abonnés ont déjà pu lire le compte rendu des séances évoquées, l'apport du chroniqueur demeure irremplaçable pour comprendre les logiques des débats et des votes : « Vous en connaissez certainement les résultats ; mais ce que je voudrais faire passer sous vos yeux et mettre dans votre âme, c'est la vie ardente de cette réunion d'hommes lâchés dans l'emportement d'une discussion que chacun sentait capitale et décisive » (p. 420, 10 mars). En particulier, les interventions de

¹ Émile Zola, « Lettres de Bordeaux », *La République en marche, Oeuvres complètes*, tome XIII, *Chroniques et polémiques I*, Paris, Cercle du Livre précieux, 1969 (édition établie sous la direction de Henri Mitterand), p. 356. Toutes les références aux « Lettres de Bordeaux », désormais entre parenthèses dans le texte, renverront à cette édition ; la date indiquée est la date de rédaction figurant en tête de chaque article.

l'extrême droite bénéficient dans les journaux d'un toilettage pudique qui en voile l'ahurissante stupidité – d'où des fantômes d'autorité que Zola s'attache résolument à dissiper : « Au compte rendu officiel, les discours de ces messieurs prennent une allure convenable. Mais il faut les entendre prononcer. C'est le ton, c'est le geste, qui exaspèrent et font hausser les épaules » (p. 421, 10 mars). Le chroniqueur parlementaire met ainsi le décalage temporel au service d'une polyphonie critique et d'un projet polémique.

L'importance (relative) des délais de publication se voit par ailleurs compensée par la dramatisation concertée de la temporalité narrative : le journaliste écrit dans l'urgence, et ne manque jamais de le rappeler. Dès l'ouverture du premier article, le chroniqueur revendique une rédaction à chaud, l'immédiateté brute d'un récit rédigé sur place, dans la fièvre de l'événement : « Je sors de la première séance tenue par l'Assemblée nationale » (p. 353, 13 février). Tous les entractes, toutes les pauses sont mises à profit, parfois sans que le journaliste quitte son poste : « À trois heures et demie la séance est suspendue, et je me hâte de vous conter le premier acte auquel je viens d'assister » (p. 407, 6 mars). Les impératifs matériels (heure de départ du courrier postal) informent l'écriture et dictent à l'occasion une conclusion brusquée voire tronquée : « Bien que je vous écrive avant la fin de la séance, je crois pouvoir vous dire que les huit commissions [...] vont être nommées » (p. 368, 19 février). Malgré sa rapidité rédactionnelle, Zola s'avoue parfois pris de court : « Il est huit heures et demie. J'ai manqué l'heure du courrier » (p. 420, 10 mars) – mais le lecteur est invité à y voir une preuve de conscience professionnelle : l'envoyé spécial n'a pas voulu quitter la séance avant la clôture des débats.

Les très réelles contraintes que subit le journaliste sont ainsi récupérées au profit d'une rhétorique de l'urgence, reposant sur la sincérité et l'immédiateté de l'impression. Pressé par le temps, bousculé par les événements, le journaliste invite le lecteur à partager une expérience d'immersion totale, sans aucune médiation stylistique ou idéologique : « Je ne sais ce que je vous envoie, je griffonne ces lignes à la hâte, et encore ai-je une grande peur que l'heure du courrier ne soit passée » (p. 394, 1^{er} mars). Reportage en direct donc, compte tenu des moyens de l'époque... En période de crise, la scansion du temps s'accélère ; lorsque Bordeaux attend avec angoisse le retour de Thiers, venu présenter à l'Assemblée les conditions de paix négociées avec la Prusse victorieuse, ce *climax* émotionnel est transcrit en temps réel : « Je ne puis être qu'un greffier, je ne puis que dresser, heure par heure, le procès-verbal des événements » (p. 387, 28 février). Le récit s'éparpille en « notes » (p. 389) rapides et très découpées, dramatisation renforcée par la rapidité des paragraphes brefs et la verticalité de l'écriture ; la

rédaction se veut quasi-simultanée : « Trois heures et demie. La séance n'ouvre toujours pas » (*Ibid.*). Vallès utilisera la même technique narrative dans *L'Insurgé*, où les moments de forte tension sont rapportés dans un style haletant ; c'est heure par heure que le romancier raconte la nuit du 3 au 4 septembre 1870, lorsque Paris apprend la catastrophe de Sedan et renverse l'Empire (chapitre XVIII) : « 3 septembre. Nouvelles de Sedan. / 10 heures du soir. / 1 heure du matin. / 4 septembre. 9 heures du soir »². La dilatation narrative de la durée traduit l'intensité vécue de l'événement.

Ces techniques de dramatisation trouvent leur pleine rentabilité dans les moments de crise ; mais le chroniqueur doit aussi maintenir l'intérêt de son récit dans la durée, en organisant notamment des effets de suspense au niveau de la macrostructure – ce qui assure la cohérence globale de ses articles tout en soutenant la dynamique du récit. Comme au théâtre, l'entrée en scène d'un personnage important peut être plusieurs fois annoncée puis retardée, agaçant l'impatience du public : « Gambetta ne paraît toujours pas. Il est cependant remis de ses fatigues. Mais il attend » (p. 355, 14 février). Quand enfin une tête d'affiche fait son apparition, la curiosité satisfaite des spectateurs bordelais renvoie à celle des abonnés : « L'entrée de M. Dupanloup, en simple soutane de prêtre, cause une certaine émotion et aide les dames à patienter » (p. 389, 28 février).

Lorsque Thiers quitte Bordeaux avec la délégation chargée de négocier le traité de paix, s'ouvre une période creuse pour le chroniqueur : comment occuper textuellement cette période d'incertitude et d'attente, comment maintenir l'intérêt alors que l'Assemblée ne se réunit plus, et que la plupart des hommes politiques de premier plan se trouvent justement à Paris – comme bien des lecteurs de *La Cloche* ? Zola profite de cette pause d'une part pour construire un discours surplombant analysant la situation politique française dans son ensemble (l'opposition Paris/province, les différents courants d'idées en présence et leurs modes de confrontation parlementaire), d'autre part pour insérer ces « portraits d'orateurs » traditionnellement très prisés dans la presse depuis la monarchie de Juillet. Cette vocation récapitulative et synthétique n'entraîne cependant pas Zola à devenir éditorialiste politique ; le journaliste ne renonce à aucune des prérogatives du chroniqueur, d'autant plus que l'actualité bordelaise n'est plus si provinciale qu'on pourrait le croire : « J'en suis réduit à rapporter les bruits qui courent. Certes, ce ne sont pas les bavardages qui manquent. Paris n'est plus à Paris, il est tout à Bordeaux » (p. 371,

² Jules Vallès, *L'Insurgé*, *Œuvres*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1990, pp. 981-983.

21 février). Si bien que l'envoyé spécial peut se targuer d'être au cœur de la vie parisienne (ce qui n'est plus le cas de ses lecteurs) : « Pour peu que la situation se prolongeât, nous aurions une roulette à Bordeaux, un bois de Boulogne et des courses » (p. 384, 25 février). Et voici le correspondant parlementaire récupérant les frivolités et les prestiges de la chronique parisienne, alors même que la capitale, éprouvée par le siège, ne se ressemble plus.

Le journaliste articule volontiers ses variations politico-mondaines autour de micro-récits, de sketches ou de feuilletons miniatures riches en rebondissements. L'arrivée des princes d'Orléans, annoncée par une rumeur persistante, donne lieu à une enquête méticuleuse : « C'est la nouvelle à sensation. J'ai vainement demandé leur adresse [...] Ils se mettent sous le coup d'une arrestation » (p. 371, 21 février). Le lendemain, les abonnés de *La Cloche* apprennent que ce prétendu *scoop* n'était qu'un canard : « Il paraîtrait que les princes ne sont venus que jusqu'à Libourne [...] Nous finirons peut-être par apprendre qu'ils ne sont pas même venus jusqu'à Libourne » (p. 374, 22 février). Cette opération de *puffisme*³ politique (de la part des orléanistes) et journalistique (de la part du chroniqueur) vaut indirectement pour profession de foi républicaine : les fantasmatiques princes n'ont de réalité qu'imaginaire dans l'espace public contemporain, ils n'existent que sur le mode de la mystification – si bien que leur entrée effective à l'Assemblée, dix mois plus tard à Versailles, aura

³ Le puff apparaît comme « fiction hyperbolique liée aux médias », utilisant des ressources narratives comparables au roman-feuilleton : « Il serait par trop simple aujourd'hui, en Amérique, d'annoncer que tel grand artiste français se fera entendre tel jour dans un concert ; il faut au préalable chauffer l'enthousiasme et surexciter l'attention. On publiera d'abord les clauses du traité : il s'agit toujours de dollars par milliers ; quand même l'artiste serait profondément inconnu, un Américain se persuadera difficilement qu'un homme qui vaut tant de dollars soit un homme comme un autre ; puis on imprime sa biographie, on affiche son portrait, on répand des anecdotes, on tient le public au courant de ses moindres gestes. Enfin le grand homme est embarqué, on va le voir, l'entendre : il ne s'agit plus que de compter les jours. Quand il n'est plus question que de lui, qu'il est le héros du moment, crac ! survient une dépêche sinistre : le vaisseau a fait naufrage ! Quel deuil ! quelle perte pour l'art ! Il pleut des articles nécrologiques. Une seconde dépêche annonce alors que tout espoir n'est peut-être pas perdu : un naufragé, seul survivant du désastre, a été aperçu obstinément accroché à une épave. Si c'était lui ??? Les décrets de la providence sont insondables !... C'est lui ! » (Pierre Larousse, *Grand dictionnaire universel du XIX^{ème} siècle*, passage cité et analysé par Marie-Ève Thérénty, « Le puffisme littéraire. Sur les *steeples-chases* romanesques au XIX^e siècle », *Qu'est-ce qu'un événement littéraire au XIX^{ème} siècle ?*, Corinne Saminadayar-Perrin dir., Publications de l'université de Saint-Étienne, « Le XIX^e siècle en représentation(s) », 2008, p. 225..

pour effet de dissiper définitivement « le fantôme de la royauté » et les mythologies surannées qui s'y attachent. À cet égard, les cancans, les bruits et les rumeurs ne traduisent pas seulement le dérèglement d'une opinion publique désorientée, ou le badinage superficiel d'un chroniqueur réduit aux micro-trottoirs : tous ces bavardages trahissent quelque chose des représentations collectives qui font l'histoire.

Plongé au cœur de l'actualité politique et maître du récit, le chroniqueur parlementaire fonde la légitimité de son discours sur une scénographie très maîtrisée de l'énonciation journalistique. Sa position de correspondant spécial lui permet d'abord une prise de distance explicite avec les servitudes du compte rendu. Alors que le sténographe se doit de tout noter et de cultiver l'exhaustivité, au risque de distiller à la fois la confusion et l'ennui, le chroniqueur peut se permettre d'élaguer vigoureusement, d'opérer de massives ellipses : « Je ne veux pas entrer dans le débat, ce qui serait fort long ; vos lecteurs liront le compte rendu » (p. 412, 7 mars). Les séances « pâles », notamment, se contentent d'un bref renvoi : « Vous trouverez ce menu fretin dans le compte rendu » (p. 423, 11 mars), parfois non sans désinvolture : « Si j'oublie quelque chose, le compte rendu vous le dira » (p. 418, 9 mars). L'analyse rhétorique et politique des différentes interventions est éludée, au profit de synthèses éclairantes et de bilans synthétiques : « Vous lirez ce discours si multiple, et que je ne puis vous analyser ici » (p. 422, 10 mars). Le gain est indéniable, du point de vue de l'intérêt narratif et de la dramatisation du discours.

En outre, le reportage parlementaire (l'anachronisme semble se justifier ici) permet de pallier les déficiences de comptes rendus nécessairement parcellaires et approximatifs. Malgré toute sa compétence professionnelle et sa bonne foi, le camerilliste ne peut donner qu'une vue tronquée des séances : « Des interruptions, cris et bruits divers qui accompagnent le discours de l'orateur, le sténographe ne rapporte que 10% environ », selon une estimation de Philippe Ardant dans sa présentation des *Grands débats parlementaires de 1875 à nos jours*. Ces cris ne sont pas toujours attribuables à un député précis ; plusieurs fusent en même temps ; « l'oreille humaine peine à se repérer dans le brouhaha des séances »⁴. D'où la nécessité d'une approche totalisante et polyphonique⁵,

⁴ Marieke Stein, *Un homme parlait au monde. Victor Hugo orateur politique*, Paris, Champion, 2007, p. 604.

⁵ Charles Péguy souligne cette difficulté : « Les sténographes ne peuvent enregistrer qu'une image pauvre et pour ainsi dire linéaire de débats houleux et de nombreux personnages [...] car il n'y a jamais qu'une seule personne à la fois qui parle dans la réalité. En outre, les sténographes ne peuvent saisir et enregistrer qu'une image

qui rend la vie aux paroles gelées des comptes rendus⁶ – et permet d’accéder à la réalité brutale, quasi-pulsionnelle (naturaliste ?) de la vie politique : « Vous ne lisez que les comptes rendus, vous ne sauriez vous faire une idée de l’indiscipline et du tapage qui règnent pendant les séances. Chaque fois que vous rencontrez les mots “interruption, bruit prolongé, profonde sensation”, dites-vous que les élus de la France se montrent les poings et s’interpellent de la façon la moins parlementaire. » (p. 414, 8 mars).

Cette exigence de vérité, fût-elle politiquement incorrecte, exige de la part de l’envoyé spécial une indépendance totale. La rédaction prévient les lecteurs que les prises de position du journaliste n’engagent que lui : « En publiant les lettres de Bordeaux, nous laissons à chacun de nos correspondants la responsabilité de son opinion. Si nous faisons rentrer dans la discipline étroite du journal des lettres écrites à distance, et sous le coup de l’émotion, nous leur enlèverions leur physionomie, leur intérêt » (pp. 363-364, 22 février). Zola revendique lui-même l’individualité radicale de son témoignage, qui en garantit non pas l’objectivité mais bien l’authenticité : « S’il arrivait que j’eusse une opinion autre que celle du journal où j’écris, il faudrait m’en laisser la responsabilité, dans cette fièvre vive qui m’a pris et que je sens encore dans mes veines » (p. 391, 1^{er} mars). D’où des attitudes qu’on peut trouver fort curieuses de la part d’un envoyé spécial censé couvrir toutes les dimensions de l’événement : « J’ai juré de fermer ma porte à double tour et de ne plus mettre le pied dehors, tant que le résultat officiel des négociations ne sera pas connu » (p. 381 / 25 février).

Cette éthique du franc parleur fait aussi du chroniqueur, paradoxalement, le porte-parole de la collectivité nationale, jusque dans ses contradictions les plus douloureuses. Revenant sur l’article qu’il a consacré aux débats sur le traité de paix, le journaliste souligne : « J’ai tout à la fois plaidé pour la paix et contre le traité. C’est qu’en vérité, dans l’émotion de cette séance douloureuse, tous les hommes de cœur en étaient là [...] Dans cette salle pleine de frissons, il n’est pas un Français qui ne fût à la fois pour la guerre et pour la paix » (p. 394, 2 mars). Dans un mouvement progressif

textuelle dans un débat où tout compte, l’accent, le ton, le geste, la force de la voix, le timbre, et non seulement ce qui s’entend, mais les traits, mais le regard, mais la taille, mais le port de tête et des épaules, et tout le corps, et la veste, et la cravate. Une image textuelle n’est pas une image totale. » (*Débats parlementaires, Œuvres en prose I*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », pp. 1108-1109, passage cité par M. Stein, *ibid.*)

⁶ « Vous avez le compte rendu, le texte mort ; mais ce que je voudrais évoquer devant vous, ce sont les acteurs du drame, avec leur voix ardente, et le patriotisme qu’ils soufflaient dans la salle » (p. 395, 2 mars).

d'élargissement, le témoignage individuel du journaliste devient reflet des déchirements de la Chambre⁷, des spectateurs dans les tribunes, de la foule massée devant le Grand-Théâtre de Bordeaux, de la France entière.

Cette porosité aux mouvements collectifs et parfois irrationnels de l'opinion n'empêche pas le journaliste de se poser également (et de manière complémentaire) en spécialiste de l'information, bénéficiant de relations haut placées qui lui permettent de révéler des « indiscretions intéressantes » (p. 570, 20 février) – même si un indispensable souci de discrétion (la guerre n'est pas terminée !...) le conduit finalement à se taire⁸. Au besoin, le correspondant n'hésite pas à mener sa propre enquête, pour débusquer des renseignements sûrs : « Je vais aux sources, et j'apprends la cause du retard de M. Thiers. Il y a eu, du côté de Poitiers, un tamponnement entre deux trains de marchandises, et le train de M. Thiers a dû attendre que la voie fût déblayée » (pp. 387-388, 28 février, 11 heures). Le journaliste se rend d'autant plus volontiers sur le terrain que la crise et l'exil bordelais ont bouleversé la topographie de la vie politique (laquelle n'est pas encore, rappelons-le, structurée comme aujourd'hui en partis) : « Comme il n'y a pas de salle des Pas-Perdus au théâtre, ce sont les trois restaurants en question qui en tiennent lieu. On y va chercher des nouvelles, et, entre la poire et le fromage, il n'est pas rare de voir une coterie politique préparer une interpellation pour le lendemain » (p. 373, 21 février). De manière très concertée, Zola construit ainsi un ethos de l'authenticité, de la franchise et de la sûreté de l'information qui garantit la validité (sinon la vérité) de ses chroniques ; même la position frontalière et décentrée du Parisien exilé à Marseille puis à Bordeaux constitue une paradoxale garantie : « Appelé et retenu en province par une fonction, j'ai vu et je sais » (p. 378, 24 février).

⁷ Cette Chambre, le journaliste l'a longuement étudiée presque en zoologie : « Pour bien comprendre à quel point elle en est, il vous faudrait, pendant des heures, rester penché au-dessus d'elle, et sentir monter l'esprit trouble et affolé qui l'anime » (p. 406, 5 mars).

⁸ « Je vous ai promis hier soir de vous donner au jour le jour le résultat des travaux des huit commissions chargées de dresser un inventaire général des ressources de la France. Mais au moment de commettre cette indiscretion, un scrupule me prend. La besogne des commissions doit rester secrète » (pp. 370-371, 21 février). Peut-être d'ailleurs la promesse de départ était-elle inconsidérée, le journaliste n'ayant pas les moyens d'accéder à l'information ?

Guignolades parlementaires : de la farce à la satire.

Le choix du Grand-Théâtre de Bordeaux comme lieu de réunion pour l'Assemblée réactive le lieu commun du parlementarisme comme mascarade, farce ou mélodrame : Zola, après avoir planté le décor dès l'ouverture de son premier article⁹, « développe la métaphore du théâtre à tous niveaux »¹⁰. Les députés apparaissent comme de piètres acteurs venus présenter des créations non moins douteuses. Ainsi, la crise que traverse la France donne à certains une inspiration tragique aussi grotesque que consternante. Déjà Benoist d'Azy, le réactionnaire timoré qui présidait les premières séances, s'entourait d'une milice citoyenne « rappel[ant] vaguement les gardes d'Assuérus » dans *Esther* (p. 356, 14 février) – effet burlesque assuré ! D'autres vont plus loin et n'hésitent pas à infliger à un public rétif leurs œuvres complètes en prose : « La lecture de cette petite tragédie a duré une grosse demi-heure, sans amener le moindre applaudissement. M. Cochery avait beau dramatiser du geste son récit, l'extrême droite elle-même était lasse » (p. 403, 4 mars). Cette prédilection pour la tragédie souligne le goût suranné des hobereaux momifiés, persuadés d'être encore au temps de Charles X¹¹ ; en même temps, ces tentatives pitoyables sont scandaleuses au regard de la grande tragédie nationale de la défaite. Lorsque l'extrême droite manifeste des goûts plus modernes, ses choix ne sont pas mieux fondés ; on passe d'un sous-Campistron à un néo-Pixérécourt de la tribune : « [M. Fresneau] a pris des poses. Il s'est complu dans des phrases terrifiées que sa voix faisait trembler lugubrement. Quel acteur, quel excellent premier rôle, pour Quimperlé ou Landerneau ! Imaginez toute la défroque des drames de Pixérécourt : tremblement de la main tendue en avant, yeux retournés dans leurs orbites, tête penchée mélancoliquement à gauche et brusquement relevée avec un mouvement sec de fierté. Tout le vieux jeu. Et des idées à l'avenant. Des idées enterrées avec Charles X et qui sont sorties de

⁹ « On a transformé le Grand-Théâtre de Bordeaux en Palais législatif [...] On tombe dans une salle éclairée par trois lustres. En bas, les banquettes rouges ; sur la scène, dont le rideau est levé, une tribune et une estrade tendues de draperies pourpres, au milieu d'un décor de salon [...] Aux galeries, dans les loges, beaucoup de dames, un public de premières. Les mains gantées tiennent des lorgnettes » (p. 353, 13 février).

¹⁰ Colette Becker, « “Les temps ne sont pas aux rires ; mais vraiment...” À propos des chroniques parlementaires de Zola », *Zola et le rire*, Marie-Ange Voisin-Fougère dir., Dijon, éditions du Murmure, 2004, p. 126.

¹¹ « Imaginez tous les hobereaux du temps de Charles X et de Louis-Philippe, soigneusement conservés, bien qu'un peu couverts de poussière » (p. 358, 15 février).

la tombe par on ne sait quel prodige funeste » (p. 422, 10 mars)¹². La référence au mélodrame, genre archaïsant, populaire et culturellement très dévalué, suffit à caractériser non seulement une contre-performance d'orateur, mais aussi une vision du monde et une idéologie. Notons que tels fours valorisent *a contrario* les qualités narratives du chroniqueur, capable de sublimer ces tristes comédies en une farce des plus réjouissantes... pour le lecteur.

La nullité des hommes politiques de la droite, qui forment l'écrasante majorité de la Chambre, ne leur permet guère que des succès de ridicule. M. de Lorgeril, qui deviendra l'une des têtes d'affiche des « Lettres de Versailles », entame au Grand-Théâtre de Bordeaux sa carrière de Guignol intrépide. Ses dons hors pair lui permettent d'égayer la salle sans même prononcer un mot, ses gestes les plus simples s'avèrent irrésistiblement comiques: « On se croit au théâtre du Palais-Royal. Les rires partent comme des fusées [...] Il boit ; les applaudissements redoublent » (9 mars, pp. 418-419). À cette galerie de grotesques, les pamphlétaires républicains répondent par la finesse spirituelle de l'esprit-Paris. Le député Rochefort reste fidèle à l'esprit de *La Lanterne* lorsqu'il attaque par l'ironie le déploiement de forces par lequel les députés de droite entendent protéger les débats de l'Assemblée : « Il a ajouté, avec un sérieux imperturbable, qu'une conspiration monarchique contre la République pouvait seule justifier la présence de ces soldats » (p. 364, 18 février). Quoique moins radical, Jules Grévy, lorsqu'il préside les débats, renoue avec la tradition des piques spirituelles qui, sous la seconde République, rendirent Dupin célèbre ; il n'hésite pas à interrompre d'un trait acéré les développements hasardeux de certains députés : « Et le digne homme remonte jusqu'au désastre de Sedan, ce qui lui vaut, de la part de M. Grévy, l'observation qu'il est inutile de passer par Sedan pour arriver à Nice » (p. 419, 9 mars).

Reste que ces (trop) rares traits d'esprit (« l'esprit de la tribune française » est un lieu commun tenace) ne sauraient justifier la patience du public face à l'ineptie du débat parlementaire. En fait,

¹² Le député Fresneau ne manque pas de rivaux dans l'art du mélodrame oratoire ; voici l'un de ses concurrents à la tribune : « Quel procureur, quel avocat de cour d'assises, quel étrange et ennuyeux dramaturge ! Tout s'est dramatisé, les élections dans le département du Vaucluse sont devenues un noir forfait. Jamais l'Empire n'avait vu de tels crimes. Et il fallait voir les gestes » (p. 413, 13 mars). Zola retourne à l'extrême-droite les mêmes reproches que celle-ci adressait sous la seconde République à Hugo, pitoyable histrion revêtu des oripeaux du mélodrame : « L'orateur est décrit comme un acteur, la Montagne comme la claque, et tout le discours n'est plus qu'une bouffonnerie » (M. Stein, *Victor Hugo orateur politique*, *op. cit.*, p. 678).

l'intérêt du spectacle est ailleurs. Comme au music-hall, des sketches bien enlevés se succèdent, selon le principe de la variété et du contraste. Dès les premières séances, l'« incident Garibaldi » révèle chez l'anodin Benoist d'Azy « une habileté de prestidigitateur » (p. 355, 13 février); ne se proposerait-il pas d'« escamote[r] les républicains les uns après les autres » (p. 356, 14 février) ? En tout cas, la tactique fait des émules : « Aujourd'hui, démission de Victor Hugo. Demain, sans doute, démission de toute la gauche. Il ne restera plus à l'extrême droite qu'à mettre M. Grévy dans une boîte » (p. 416, 8 mars).

Comme l'art de l'escamotage trouve rapidement ses limites, la Chambre adopte d'autres stratégies, qui font de la délibération un sport de combat – à la grande satisfaction des spectateurs venus assister au match : « Mon voisin me confie à l'oreille que cela va chauffer et qu'il ne regrette plus d'être venu. Les batailles de ces messieurs sont les uniques régals des tribunes » (p. 415, 8 mars). Voici le chroniqueur reconverti en commentateur sportif. Parfois, le combat devient général : « La querelle s'aggrave. On se lève, on se menace presque [...] Puis, la bataille dégénère en personnalités » (p. 365, 18 février). Mais le génie du chroniqueur consiste surtout à isoler de la mêlée une passe d'armes, une joute verbale qui structure un épisode quasi-épique. Le caractère dialogique de l'éloquence hugolienne, son goût pour la provocation¹³ transforment souvent les interventions du grand écrivain en tournoi : « L'illustre poète commence par déclarer qu'il n'a qu'un mot à dire. Un représentant que j'ai au-dessous de moi, crie : “Tant mieux !” [...] L'orateur continue, en employant ce tour qui lui est familier : “Cet homme, qu'avait-il ?” Un plaisant de la droite répond : “Rien du tout.” » (p. 415, 8 mars). Parfois, l'altercation tourne au duel à mort, et le public applaudit par exemple « la finesse cruelle de ce vieillard qui s'est donné pour un débutant, qui a fait rire d'abord, et qui a tué ensuite son préfet » (p. 420, 9 mars).

¹³ M. Stein note que les discours de Victor Hugo programment à l'avance les interruptions, les provoquent et en insèrent parfois de fictives au compte rendu, quand les réactions de l'auditoire n'ont pas été aussi vives que le prévoyait l'orateur – cette technique est essentiellement dramaturgique : « Comment comprendre ces insertions de propos parfois véridiques, souvent provoqués, inventés, modifiés, ou déplacés ? Par le désir d'animer le discours en relançant l'action par ces incidents, et lui donner l'allure vivante d'un drame ; par la volonté surtout de faire du discours une somme où se heurtent toutes les grandes idées du temps jusqu'à l'émergence de la vérité. » (*Victor Hugo orateur politique, op. cit.*, pp. 467-468). L'accueil contemporain des discours de Hugo confirme que ses discours produisaient une forte impression sur l'auditoire, suscitant nombre d'interruptions, d'interpellations, d'injures.

Au fur et à mesure que l'incurable nullité de cette nouvelle « Chambre introuvable » se révèle, l'attitude des spectateurs évolue. Au début de la session, c'est l'intérêt politique qui motive le public des tribunes – lequel manifeste ouvertement son engagement républicain ; lors de l'escamotage de Garibaldi, il « protest[e] avec indignation » (p. 355, 13 février), si bien que, dès le lendemain, Benoist d'Azy « fait fermer [...] la troisième galerie – le poulailler – qui avait accueilli la fin de la séance d'hier avec des huées » (p. 356, 14 février). Au grand jour du retour de Thiers, porteur du traité de paix, « on fait queue à la porte depuis midi. On dit que la séance ne commencera pas avant cinq heures » (p. 389, 28 février) ; en cette occasion solennelle, la foule massée au Grand-Théâtre de Bordeaux est une métonymie de la France accablée par la défaite : « La salle tout entière était dans une stupeur douloureuse. Des grondements couraient dans les tribunes » (p. 390).

Cependant, ce louable intérêt pour les affaires publiques se révèle rapidement plus trouble qu'il n'y paraît. Un public mondain vient se substituer aux militants républicains des premières séances : « Dans les galeries les auditeurs se casaient, dès une heure, avec le sourire de gens qui s'installent le plus commodément possible pour entendre un débat curieux » (p. 412, 7 mars) ; on vient applaudir les célébrités du jour, et les discussions les plus graves perdent tout intérêt si aucun premier ténor ne vient animer la séance : « M. Thiers, très fatigué, n'était pas en voix. Dans les tribunes, on entendait murmurer ces mots aux oreilles des dames : “Ça va être assommant” » (p. 414, 8 mars). La féminisation du public parlementaire, notée dès l'article de l'ouverture et incessamment rappelée jusqu'à structurer l'ensemble de l'article du 4 mars, est un indice sans équivoque du dévoiement du débat politique (Zola reprend là encore un lieu commun repérable dès la monarchie de Juillet, dont témoigne par exemple, entre cent autres, le *Livre des orateurs* de Cormenin). On passe ainsi de la joute oratoire aux jeux du cirque, où les belles Bordelaises, nouvelles Vestales, viennent applaudir des gladiateurs célèbres (Garibaldi ou Dupanloup, *guest stars* !) engagés dans des combats à mort : « Sur la rampe des galeries, des femmes se penchaient, anxieuses, au-dessus du bruit, comme sur le bord d'un cirque, où se battaient deux nations » (p. 395, 2 mars). Il y a là un sadisme latent dont Zola notera d'autres manifestations, par exemple au moment de la chute publique de Rouher : « On était allé là, en partie fine, et l'on attendait, au dessert, l'agonie de M. Rouher. La salle craquait sous le poids et la turbulence des spectateurs. Je suis allé à la séance, puisque tout Paris y allait. Mais je me contenterai de dire que jamais je n'avais vu dans les tribunes de plus délicieuses toilettes

[...] Dans les trains qui ont ramené la foule des curieux, on ne causait que de cette exécution de M. Rouher. »¹⁴

L'inanité pitoyable de la mascarade parlementaire aiguise naturellement l'ironie du chroniqueur, qui, face à l'extrême-droite venue en force siéger à l'Assemblée, retrouve le rire mordant du journaliste d'opposition. Les momies du règne de Charles X constituent naturellement une cible privilégiée : « Pour qualifier “ces messieurs de la droite” (expression péjorative, elle aussi récurrente), Zola utilise cet adjectif “honorable” comme une véritable épithète homérique. Mais, à chaque occurrence, à peine l'a-t-il employé, qu'il dévoile la véritable nature de ces “honorables” représentants. Ce mot, “honorable”, est, me semble-t-il, l'équivalent de l'“honnête”, des “honnêtes gens”, des “hommes comme il faut” des premières lettres ou des romans »¹⁵. Le chroniqueur réactive ainsi la technique du leitmotiv, remarquablement analysée par Marie-Ange Voisin-Fougère¹⁶ : on songe aux « hommes comme il faut », aux « hommes graves » de *La Curée*... Par rapport au personnel politique cynique et vulgaire de l'Empire triomphant, les députés de la droite vont plus loin encore dans l'incapacité politique. Ces crânes nus et incroyablement vides manifestent un infantilisme sénile : « Les voix se croisent, on est dans une école de village, en l'absence de l'instituteur [...] [M. Thiers] parle en maître irrité » (p. 409, 6 mars). La plupart de ces allégories de l'imbécillité ne comprennent même pas l'objet des débats¹⁷ ! Cet infantilisme rédhibitoire s'allie d'autre part à une lâcheté congénitale : les représentants de la droite sont des eunuques et des capons, qui « mang[ent] leur douzaine d'huîtres au *Chapon fin*, en geignant comme des poulets que menace le couteau du cuisinier » (p. 379, 25 février – on voit que

¹⁴ É. Zola, « Lettre de Paris », *Le Sémaphore de Marseille*, 25 mai 1872, passage cité par Henri Mitterand dans le dossier de *Son Excellence Eugène Rougon*, Paris, Gallimard, bibliothèque de la Pléiade, 1961, p. 1493.

¹⁵ C. Becker, « “Les temps ne sont point aux rires...” », *art. cit.*, pp. 122-123.

¹⁶ « La répétition constante d'une même formule ne sert pas uniquement à ponctuer le récit. Concernant un terme-clé dont la signification se chargera, au fur et à mesure, de toutes les occurrences précédentes, elle peut devenir critique en l'absence de tout commentaire de l'ironiste. » (Marie-Ange Voisin-Fougère, *L'Ironie naturaliste. Zola et les paradoxes du sérieux*, Paris, Champion, 2001, p. 125).

¹⁷ D'où ce rôle de sévère instituteur que Thiers doit si souvent adopter : « La moitié des représentants, au moins, ne comprenaient absolument pas ce dont il s'agissait, et allaient voter tout de travers, lorsque M. Thiers est monté à la tribune » (p. 400, 3 mars).

l'épigramme n'hésite pas à recourir au calembour¹⁸...). Ces émasculés, incapables de toute résolution virile, font de l'Assemblée une « fille peureuse » (p. 406, 5 mars), épouvantée par le sursaut héroïque de Paris, et sujette à « des peurs de femme nerveuse qui l'ont fait s'entourer d'une triple ceinture de cuirassiers et de lanciers » (p. 382, 25 février).

De cette bande de vieillards séniles, retombés en enfance, on ne peut guère attendre une politique rationnelle ou même raisonnable. La métaphore de la dévoration, récurrente dans les « Lettres de Bordeaux », emblématise la problématique régression de l'Assemblée au stade oral ; les députés obéissent à des pulsions archaïques, à une sorte de frénésie de destruction qui les pousse à entamer tout ce qui leur tombe sous la dent – on est très au-dessous du déchaînement des appétits qui caractérisait la curée du second Empire, puisqu'il s'agit moins d'ambitions stratégisées que d'instincts aussi infantiles qu'incontrôlés. Certes, « les préfectures sont des morceaux friands, très recherchés de certains gourmets » (p. 385, 26 février – Zola en sait quelque chose...), mais cela ne justifie nullement l'acharnement sadique avec lequel l'Assemblée pousse au « massacre des préfets » : « La majorité a une telle faim de préfets, que M. de Castellane, un tout jeune homme, auquel personne ne supposerait des appétits sanguinaires, avait déjà demandé [...] pourquoi l'hécatombe préfectorale n'était pas encore accomplie » (p. 403, 4 mars). Ladite hécatombe donne ensuite lieu à une série de sketches désopilants fondés sur le comique de répétition : « [L'Assemblée] tourne dévotement les pauvres fonctionnaires sur le gril. Quand il seront cuits, elle les mangera » (p. 410, 7 mars) ; « Puis on rôtera encore un préfet ou deux, on les achèvera peut-être tous d'un coup... » (p. 411). Autre menu très convoité par les honorables : les grands orateurs de la gauche – même si le morceau semble un peu gros : « Un grand régal pour la majorité, ce serait de manger un peu de Gambetta. Les plus raisonnables supplient les gourmets de renoncer à cette friandise [...] La majorité n'en montre pas moins les dents, chaque fois qu'elle croit pouvoir enfin happer un morceau de l'ennemi commun » (p. 406, 5 mars).

À défaut de pouvoir déchiquter leurs adversaires, ces messieurs de la droite retournent contre eux-mêmes leurs accès de rage impuissante ; Thiers ne peut quitter l'Assemblée sans craindre que

¹⁸ Ce n'est pas la seule fois ; ainsi, tel vibronnant avorton de la droite se fait épingler en ces termes : « M. Cochery est la mouche du coche [...] Il eût parfaitement accepté une préfecture de la main du citoyen Gambetta. Il n'a quitté pas la délégation, ni à Tours, ni à Bordeaux. Il papillonnait autour d'elle... » (p. 400, 3 mars). Ce personnage permet ensuite de multiplier les intermèdes comiques.

« les représentants ne se mangent s'il n'est pas là » (p. 396, 22 février), alors que le plus élémentaire patriotisme exigerait l'union nationale face à l'envahisseur prussien – attendons d'avoir conclu la paix, suggère le chroniqueur, et « nous verrons s'il y a lieu de nous manger entre nous » (p. 366, 19 février) ! Exhortation vaine au demeurant, face aux pulsions incontrôlées des députés ; ce qui amène le journaliste républicain à espérer tout bonnement qu'orléanistes et légitimistes en arrivent à « se manger entre eux et nous laisser libre le sol de la patrie » (p. 366, 18 février)...

Cette métaphore de la dévoration, renvoyant aux rivalités sociopolitiques, constitue l'un des thèmes structurants du discours romanesque de Zola dans les *Rougon-Macquart* (la rédaction de *La Curée* précède de quelques mois à peine les chroniques parlementaires) ; l'image assume notamment une fonction décisive dans le roman du politique qu'est *Son Excellence Eugène Rougon*. Dans cette œuvre, où l'on retrouve d'ailleurs une scène significative de curée aux flambeaux, les rapports de pouvoir entre les deux protagonistes, l'énigmatique Clorinde et Eugène Rougon, sont signifiés par un fantasme de dévoration ouvertement assumé par la jeune femme : « Elle couvait toujours Rougon des yeux, elle le voulait grand, comme si elle eût rêvé de l'engraisser de puissance, pour quelque régal futur. »¹⁹ La menace se précise à mesure que Clorinde affirme l'étendue de sa force :

– “Eh bien ? dit-il, impatienté d'être examiné de la sorte.

– Eh bien ! je vous regarde ! répondit-elle. Est-ce que ce n'est pas permis ?... Vous avez donc peur qu'on ne vous mange ?”

Elle lança cette phrase d'un air provocant, en montrant ses dents blanches. Mais lui, plaisanta.

– “Je suis trop gros, ça ne passerait pas.

– Oh ! si l'on avait bien faim !” dit-elle très sérieusement, après avoir paru consulter son appétit.²⁰

La confrontation de ces passages avec les « Lettres de Bordeaux » est éclairante. Chez les honorables de 1871, l'irrépressible besoin de manger et de se manger ne renvoie même pas à l'affirmation d'une énergie vitale, d'une volonté de pouvoir ou d'une flambée des ambitions ; la métaphore ne signifie que l'imposture d'hommes politiques infantiles, asservis à des pulsions régressives voire animales. Il est significatif que les ruraux mal dégrossis qui ont envoyé la droite à la Chambre partagent ces mêmes représentations frustes, en deçà de toute réelle conscience politique ; l'héroïque peuple de Paris se trouve indûment soupçonné

¹⁹ É. Zola, *Son Excellence Eugène Rougon*, op. cit., p. 190.

²⁰ *Ibid.*, p. 275.

de tendances anthropophages : « Braves campagnards, ils ont peur que les représentants ne soient mangés par les Parisiens » (p. 409, 6 mars). D'où l'insistance du chroniqueur à représenter les députés comme des estomacs décérébrés, incontrôlables à l'heure du repas : « M. Grévy ne peut dominer le tumulte de ces gens qui avaient faim et dont la colère aiguisait d'autant plus l'appétit » (p. 423, 10 mars). Rien d'étonnant donc à ce que ces messieurs aient établi leur QG au *Chapon fin* – et que le journaliste s'intéresse aux mérites comparés du rosbif et du ragoût de mouton pour requinquer les Parisiens éprouvés par le siège (p. 373, 21 février) !

La fabrique de l'Histoire

L'authenticité du témoignage, garantie par l'immersion totale dans le flux de l'événement, s'articule à une pratique corrosive de la satire dont l'efficacité polémique est indéniable. De fait, l'immédiateté et la réactivité de la chronique n'impliquent nullement de renoncer au jugement politique et historique ; la vérité que revendique le journaliste n'a rien à voir avec une illusoire objectivité : les « Lettres de Bordeaux » entendent construire une lecture raisonnée et républicaine de l'actualité.

Cette double exigence d'adhésion et de recul entraîne, dans les articles, une alternance marquée entre deux modes concurrents de temporalité. À la saisie en direct, à chaud, des événements correspond symétriquement le besoin d'une reconfiguration rétrospective, à valeur synthétique et ouvrant sur le commentaire. Les moments de grande intensité émotionnelle, comme le retour de Thiers porteur du traité de paix, peuvent ainsi être évoqués en deux temps. Le chroniqueur s'abandonne d'abord à une réaction radicalement subjective, immédiate et non distanciée : « Je sors brisé d'émotion, perdu dans cette discussion trouble, ne sachant comment vous dire le monde de pensées qui a passé en moi » (p. 391, 1^{er} mars). Puis, le lendemain, une fois retombée la tension des premiers moments, le journaliste retrouve un jugement plus serein et revient sur l'effolement de la veille : « Je suis plus calme aujourd'hui et je songe à ma lettre d'hier avec des regrets vagues. Je crains fort d'y avoir été très confus et peu concluant » (p. 394, 2 mars). Même volonté de ressaisie raisonnée au niveau de la macrostructure : au terme de la série des « Lettres de Bordeaux », alors que l'Assemblée regagne Paris pour aller siéger à Versailles, le chroniqueur réaffirme son ambition d'articuler la primauté du vécu et la hauteur de vues du penseur politique. Non sans pertinence (la Commune de Paris n'a pas encore éclaté), Zola présente un bilan synthétique de cette première session

parlementaire, « le démembrement de la France et la mise en accusation de Paris » (p. 427, 12 mars).

La conscience de vivre l'actualité comme historique conjure ainsi le risque de voir la chronique s'éparpiller dans l'anecdotique et l'insignifiant. Cette superposition de deux niveaux hiérarchisés d'intelligibilité a plusieurs conséquences. Elle permet d'abord de solenniser le récit et d'en renforcer l'impact par un usage très oratoire du pathos : « Cette journée sera à jamais écrite en lettres de deuil dans l'histoire de la France » (p. 387, 28 février). Par ce moyen, le journaliste confère d'autorité un intérêt majeur aux micro-incidents du quotidien parlementaire ; cette rentabilité émotionnelle explique que Zola recoure volontiers à des exordes aussi grandiloquents que prometteurs (on reconnaît le style des tartiniers politiques) : « Aujourd'hui, 10 mars, [l'Assemblée] vient de prendre une décision grave à la suite d'un débat dont l'écho retentira non moins hautement dans l'histoire » (p. 420, 10 mars).

Au-delà de ces facilités d'écriture, l'exigence historique amène le journaliste à prendre de la hauteur et à adopter le point de vue de l'avenir. L'argumentation revendique l'universel face à la myopie mesquine de la politique des intérêts (ou des estomacs) : « Ce rapport fera l'étonnement des races futures [...] Que penseront nos petits-neveux lorsqu'ils liront dans l'histoire que les élus de la France ont eu peur de Paris ? » (p. 417, 9 mars). Cette hauteur de vue, le chroniqueur la partage avec Hugo, le poète prophète (« un Isaïe qui maudit », p. 396, 2 mars), dont le génie possède « la vision d'un avenir, hélas ! trop lointain »²¹ (p. 397), en tout cas fermé aux cerveaux bornés des crétins de l'Assemblée. Ce parallélisme implicite Hugo/Zola, bénéfice supplémentaire, conforte la légitimité du discours du journaliste, et démontre la compétence intrinsèque de l'écrivain en matière politique.

À la fois dedans et dehors, en prise sur l'événement et volontairement distancié, le chroniqueur saisit l'actualité dans sa dynamique confuse, hétérogène, non hiérarchisée, tout en cherchant à y lire la genèse de l'histoire. Genèse ambiguë, voire paradoxale. Car le journaliste est particulièrement sensible à l'étrangeté de ce qu'on pourrait appeler la transmutation historique : la distance temporelle (même faible) et la conversion du point de vue confèrent une gravité inattendues à des scènes pourtant fort triviales. D'où la juxtaposition de séquences apparemment contradictoires, selon que le fait est immédiatement rapporté ou médiatisé par le souvenir.

²¹ Il s'agit du discours prononcé par Hugo le 1^{er} mars 1871, sur les conditions du traité de paix dictées par Bismarck. Sur l'accueil de ce discours dans la presse contemporaine, on consultera M. Stein, *Victor Hugo orateur politique, op. cit.*, pp. 294-299.

Voici le vote sanctionnant l'approbation du traité de paix : « L'histoire écrivait, et ces messieurs, un à un, maladroitement, passaient devant l'urne. Le moment solennel a été étroit et mesquin » (p. 392, 1^{er} mars). Vingt-quatre heures plus tard, ce même événement a déjà subi une transfiguration pour le moins surprenante : « Le souvenir donne de la grandeur à toutes ces choses. Je ne les vois plus, à cette heure, qu'au travers de l'énormité des décisions prises. Ce doit être ainsi que l'histoire devient grande » (p. 395, 2 mars).

Si ces phénomènes de réévaluation gardent quelque chose de mystérieux, le chroniqueur conserve néanmoins la conviction positiviste que l'histoire est un savoir susceptible de fonder des certitudes – et donc de déterminer des décisions politiques. S'il est difficile d'analyser à chaud la dynamique du devenir, le travail du temps et des spécialistes dissipera les équivoques et rétablira le consensus : « Quand l'histoire vraie de l'invasion sera écrite, bien des malentendus disparaîtront » (p. 377, 24 février). Le rôle des hommes politiques, mais aussi des journalistes, est de contribuer à cette élucidation ; ainsi, les témoignages de Glais-Bizoin et Gambetta sont-ils précieux : « Ce serait là d'excellentes pièces historiques. On ne saurait trop renseigner le pays sur ces cinq derniers mois » (p. 407, 5 mars).

Le rôle du chroniqueur consiste à rendre intelligible aux contemporains l'histoire qu'ils vivent en direct : le récit doit donc joindre aux attraits de la dramatisation l'efficacité didactique de la narration. Ce qui explique le recours non seulement à la métaphore, mais aussi à l'allégorie et au symbole²², qui permettent d'incarner et d'identifier clairement certaines notions abstraites et complexes – notamment la France, la République ou la Nation, tous concepts dont la définition et les contenus sont alors en débat.

La débâcle apparaît ainsi comme une crise suprême qui met en péril la survie même de la France. La perte de l'Alsace et de la Lorraine constitue une amputation brutale du territoire national – la métaphore est aussi métonymie, puisqu'elle s'inspire des trop réelles amputations pratiquées dans les hôpitaux de campagne (on trouve de telles scènes dans *La Débâcle*) : « La France est démembrée [...] On dit que l'homme amputé s'évanouit quand on lui présente le membre qu'il vient de perdre. Puisque la France a consenti à cette opération atroce, il faut maintenant qu'elle ait le courage de ne plus voir la chair de sa chair » (p. 393, 1^{er} mars). Si le journaliste ressent un désir légitime de quitter au plus vite ce lugubre Grand-Théâtre de Bordeaux où « la France a été amputée »

²² Sur cette question, on consultera Éléonore Roy-Reverzy, *La Chair de l'idée. Poétique de l'allégorie dans les Rougon-Macquart*, Genève, Droz, 2007.

(p. 398, 2 mars), il a cependant le devoir de rappeler à ses concitoyens les responsabilités des uns et des autres dans cette catastrophe. Le travail de Thiers, notamment est celui d'un chirurgien²³ et non d'un boucher ; en acceptant l'infamant traité de paix, il sauve ce qui peut être sauvé : « Sa parole claire, incisive, nette et brillante comme une lame, à chaque réponse opérait pour ainsi dire la malheureuse France couchée sur son lit de douleur [...] Il me semblait voir dans la main de M. Thiers l'outil du chirurgien qui, au milieu des sanglots, coupe un membre, panse une plaie » (p. 395, 2 mars).

Malgré ce traitement énergique, la nation est en bien mauvaise posture, comme le souligne le chroniqueur en ses moments d'abattement. La mort du pays est d'emblée proclamée sur le registre du mélodrame (on devine le rôle que ces messieurs de l'extrême droite cherchent à jouer) : « La France va être exécutée. On cherche le bourreau dans les coins d'ombre » (p. 353, 13 février). Après la signature du traité de paix, c'en est fait de la patrie ; le mieux semble être de s'arracher à cette atmosphère mortifère, à ce « caveau » bordelais : « Je suis de ceux qui n'aiment pas habiter la maison où des mortes aimées ont agonisé » (p. 398, 2 mars). D'où l'intolérable souffrance de l'attente, lorsque la délégation conduite par Thiers tarde à revenir pour ratifier les conditions de la paix : « Le sentiment qui domine est le malaise qu'on éprouve dans la chambre d'un mort. La cadavre est là, roide et béant [...] Chacun désire qu'on emporte le mort, qu'on l'enterre, qu'on n'en parle plus » (p. 381, 25 février)²⁴.

Qu'on n'en parle plus, ou, tout du moins, qu'on parle d'autre chose, de l'avenir, de la renaissance, de la reconstruction nationale. Car l'invincible espoir persiste, jusque dans les moments les plus noirs : la dynamique du devenir ne saurait s'arrêter, malgré les impasses et les traumatismes. D'où un déplacement du récit allégorique. L'extrême droite embusquée dans l'ombre cherche certes à enterrer vivante la République, profitant de l'abattement national : « Voilà la première pelletée de terre jetée sur la fosse de la République [...] Quand la bière sera cachée, on installera un trône sur le tertre funéraire » (p. 363, 17 février). Mais cette tentative contre-nature d'assassinat de l'avenir par les spectres du passé est

²³ Et d'un chirurgien qui, comme dans un hôpital de campagne, doit agir dans l'urgence avec les moyens du bord : « La France est une patiente couchée sur un lit de douleur, et les chirurgiens qui ont accepté la tâche de l'opérer ont le devoir de se hâter » (p. 353, 13 février).

²⁴ Même remarque le lendemain : « Nous ne nous sentirons en marche pour l'avenir que lorsque nous aurons franchi ce tas de boue. Aussi voudrait-on éviter les formalités, aller au cimetière tout de suite » (p. 285, 26 février).

vouée à l'échec ; en dépit des apparences, l'épreuve que traverse la France est davantage une promesse qu'une menace. En effet, la République pourra (re)naître forte et sereine une fois amputée des gangrènes et des névroses héritées de l'Empire, cette époque de folie et de honte : « Notre mort, c'est nos illusions, notre orgueil, notre vanité. Qu'on l'emporte, qu'on l'enterre » (p. 381, 25 février).

Ce qui déplace la portée de l'image de l'amputation ; désormais, l'effondrement de 1870 sanctionne les fautes et les égarements du second Empire, et seul un sacrifice consenti peut assurer une rédemption. La même dichotomie idéologique structure le discours romanesque de *La Débâcle*, emblématisé par le couple Jean/Maurice : « C'était la partie saine de la France, la raisonnable, la pondérée, la paysanne, celle qui était restée le plus près de la terre, qui supprimait la partie folle, exaspérée, gâtée par l'Empire, détraquée de rêveries et de jouissances ; et il lui avait ainsi fallu couper dans sa chair même, avec un arrachement de tout l'être »²⁵. Dans la logique des « Lettres de Bordeaux », c'est Thiers qui incarne ce bon sens terre-à-terre caractéristique de la nation : « Il est la France », note sans équivoque le chroniqueur (p. 368, 19 février), et en toutes circonstances fait entendre « la voix nette et froide de la raison, du patriotisme sage » (p. 394, 2 mars). Thiers apparaît ainsi comme le cousin (cultivé et éclairé) de Jean, lequel déclare dans *La Débâcle* : « Lorsqu'on [a] de la pourriture quelque part, un membre gâté, ça [vaut] mieux de le voir par terre, abattu d'un coup de hache, que d'en crever comme d'un choléra. »²⁶

La promesse d'une renaissance française inscrit dans les « Lettres de Bordeaux » deux réseaux métaphoriques concurrents. Le premier repose sur l'image de la Crucifixion, dans l'attente angoissée de la résurrection prochaine. Il s'agit d'un lieu commun d'époque, qu'on retrouve jusque sous la plume de Vallès, lequel écrit par exemple le 7 mars 1871 : « [La France] ne s'est trouvée jamais placée sur un si haut calvaire »²⁷. Zola reprendra d'ailleurs l'image dans *La Débâcle* : « Désormais, le calvaire était monté jusqu'à la plus terrifiante des agonies, la nation crucifiée expiait ses fautes et allait renaître. »²⁸. Cependant, en ces temps d'offensive cléricale de l'extrême-droite (à l'en croire, le seul nom de « Club positiviste » est un scandale inexpiable !), Zola hésite à mobiliser ouvertement cette métaphore christique. D'où des stratégies de

²⁵ É. Zola, *La Débâcle*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1967, p. 907.

²⁶ *Ibid.*, p. 906.

²⁷ Jules Vallès, « Ceignez vos écharpes », *Le Cri du peuple*, 7 mars 1871, *Œuvres (1870-1885)*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1990, p. 31.

²⁸ É. Zola, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 907.

contournement, selon le principe de la suggestion : « Nous ne resterons fiers et debout que si nous buvons la honte comme les martyrs recevaient la mort, en plein soleil [...] On désire ardemment achever le calice qu'on nous verse goutte à goutte » (pp. 384-385, 26 février). Ailleurs, c'est l'allusion à Lazare qui relaie l'image de la Passion : « La France se met un suaire. Quand ressuscitera-t-elle ? Où est le Jésus qui dira à cette morte : "Lève-toi et marche" ? » (p. 390, 28 février). Cependant, la clause des « Lettres de Bordeaux » annonce clairement une résurrection désormais toute proche : « Je laisse la morte ici, dans sa grande tombe de pierre, et je vais à Versailles, en quête du berceau d'où la patrie doit se lever, rajeunie et ressuscitée » (p. 427, 12 mars).

La métaphore christique se trouve cependant concurrencée par un autre réseau, lequel inscrit la renaissance nationale dans le cycle naturel des saisons. Les « Lettres de Bordeaux » insistent à maintes reprises sur la précocité du printemps dans le Sud-Ouest ; comme dans *La Débâcle*²⁹, la chronique parlementaire laisse souvent place à des pauses descriptives où viennent s'inscrire des échappées de paysage, un coin de verdure, un peu de ciel bleu (passages fréquemment situés en position charnière, notamment en clause). La nature semble ainsi s'associer au deuil national qui accable la France, au moment de la signature du traité de paix : « Quand je suis sorti de la salle des séances, la nuit tombait [...] Ah ! le soleil est couché, ce soir, et Bordeaux a pris des vêtements de deuil » (p. 390, 18 février). Mais le retour du beau temps est aussi promesse de résurrection pour le pays vaincu : « L'air est tiède, les campagnes sourient. C'est le printemps. Sur les fosses, les herbes vont pousser. Les blessures béantes de notre sol se couvriront de fleurs. Le soleil cicatrisera nos plaies. Et dans nos bois brûlés, le noir de la flamme disparaîtra sous le vert des feuilles. Les troncs calcinés eux-mêmes reverdiront » (p. 376, 22 février). On retrouvera dans *La Débâcle* ce même symbolisme du renouveau cyclique de la nature : « Et pourtant, par-delà la fournaise, hurlante encore, la vivace espérance renaissait, au fond du grand ciel calme, d'une limpidité souveraine. C'était le rajeunissement certain de l'éternelle nature, de l'éternelle humanité, le renouveau promis à qui espère et travaille, l'arbre qui

²⁹ Où l'imperturbable sérénité de la nature a une portée ironique, fondée sur « la discordance entre les actions humaines et le spectacle que la nature offre d'elle-même, sans que le moindre commentaire soit proféré. Alors que les obus éclatent, que le sang coule et que les corps s'amoncellent, le ciel affiche une beauté et une gaieté insupportables. » (M. A. Voisin-Fougère, *L'Ironie naturaliste*, op. cit., p. 186).

jette une nouvelle tige puissante... »³⁰ D'où la portée du mot jeté par Louis Blanc aux morts-vivants de l'extrême-droite : « La République ! [...] elle est comme le soleil, aveugle qui ne la voit pas ! » (p. 363, 17 février).

Au moment où Zola romancier entame le cycle des *Rougon-Macquart*, les « Lettres de Bordeaux » témoignent d'une réflexion en acte sur les postulats épistémologiques et les pratiques d'écriture qu'exige l'histoire au présent. Deux questions essentielles se posent au chroniqueur parlementaire : comment atteindre, par (ou malgré) l'immersion totale au cœur de l'événement, une certaine vérité de l'histoire ? Et comment rendre intelligible l'actualité, tout en tenant compte des manifestations chaotiques, instables et souvent dérisoires du devenir ? Problèmes cruciaux, en ce qu'ils engagent l'ensemble du projet littéraire de l'écrivain.

La dimension périodique et médiatique de l'écriture journalistique permet à Zola d'expérimenter l'articulation complexe entre l'authenticité immédiate du témoignage à chaud, et l'exigence du dépassement de l'expérience par la conscience historique ; à cet égard, la vérité à rechercher réside moins dans une trompeuse objectivité que dans l'effort pour rendre significative la réalité vécue. Cet effort, c'est l'écriture quotidienne de la chronique qui le rend possible tout en le manifestant : la construction narrative arrache le fouillis du divers à l'insignifiance, cependant que le travail de la métaphore, de l'allégorie et du symbole, surtout s'il s'agit de lieux communs, assurent la cohérence et la lisibilité du discours. À cet égard, l'engagement républicain de Zola journaliste est indissociable d'une poétique de l'histoire : la fidélité référentielle, valeur centrale du reportage alors émergent, a pour indispensable corollaire un travail d'élucidation ; inversement, la dramatisation, parce qu'elle met en jeu des schémas bien reconnaissables et des structures d'opposition simples, confère au propos une efficacité pédagogique indéniable. Même en contexte non-fictionnel, les modalités de la mise en récit apparaissent comme constitutives d'une définition et d'une pratique de l'histoire immédiate : l'expérience du chroniqueur parlementaire a permis à Zola de mesurer l'importance de ces questions, ainsi que leurs enjeux esthétiques et idéologiques.

³⁰ É. Zola, *La Débâcle*, *op. cit.*, pp. 911-912 : c'est le mouvement final qui vient clore le roman.

